

CONSEIL ADMINISTRATION AGAM

Jeudi 30 novembre 2023

Procès-verbal du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration sur convocation de sa Présidente, conformément aux dispositions des statuts, s'est réuni le jeudi 16 mars 2023 à 09h30, à l'Agam, Immeuble Louvre & Paix, 49 La Canebière, 13001 Marseille.

Membres titulaires présents ou représentés

- Patrick AMICO (Ville de Marseille), représenté par Eric MERY (Ville de Marseille)
- Rébecca BERNARDI (Ville de Marseille), représentée par Aurélie BIANCARELLI-LOPES (Ville de Marseille)
- Sabine BERNASCONI (AMP), représentée par Pierre LAGET (AMP)
- Aurélie BIANCARELLI-LOPES (Ville de Marseille)
- Nadia BOULAINSEUR, représentée par Jean-Baptiste RIVOALLAN (AMP)
- Romain BRUMENT (Ville de Marseille),
- Sophie CAMARD (Ville de Marseille)
- Laure-Agnès CARADEC (AMP)
- Aurélie COUSI (EPAEM) représentée par Stéphane GHIO (EPAEM)
- Camille GALTIER (Ville de Manosque), représenté par Ismaïl EL OUADGHIRI (Ville de Manosque)
- Audrey GATIAN (Ville de Marseille), représentée par Sophie CAMARD (Ville de Marseille)
- Gérard GAZAY (AMP), représenté par Laure-Agnès CARADEC (AMP)
- Christine JUSTE (Ville de Marseille)
- Pierre LAGET (AMP)
- Hervé MARTEL (GPMM), représenté par Rémi COSTANTINO (GPMM)
- Eric MERY (Ville de Marseille)
- Christophe MIRMAND (Préfet), représenté par Patric VAUTERIN (DDTM)
- Pascal MONTECOT (AMP), représenté par Laure-Agnès CARADEC (AMP)
- Didier REAULT (AMP), représenté par Jean-Baptiste RIVOALLAN (AMP)
- Jean-Baptiste RIVOALLAN (AMP)
- Georges ROSSO (AMP), représenté par Michel ROUX (AMP)
- Alain ROUSSET (AMP), représenté par Michel ROUX (AMP)
- Michel ROUX (AMP)
- Jean-Pierre SERRUS (AMP)
- Aïcha SIF (Ville de Marseille)

Membres absents/excusés :

- Laurent AMAR (CCIAMP)
- Thierry AMIEL (Mairie Les Pennes Mirabeau)
- Lionel DE CALA (Mairie d'Allauch)
- Alexandre DORIOL (Mairie de La Ciotat)
- André MOLINO (Mairie Septèmes-Les-Vallons)
- Lionel ROYER-PERREAUT (AMP)
- Laurent SIMON (Mairie Plan de Cuques)

Partenaires associés :

- Olivier BIZOT (CMAR)
- Julien DARPOUX (Campus AFD), absent et excusé
- Sébastien DEBEAUMONT (ARS), absent et excusé
- Gaëlle GRASSET (SNCF Immobilier), représentée par Sophie MONGIBELLO
- Annick MIEVRE (Agence de l'Eau), représentée par Franck ZOULALIAN
- Renaud MUSELIER (Région), représenté par Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON

Représentants du personnel AGAM

- Marie-Noëlle BONGIORNO
- Benoît NICOLAS

Invités

- Frédéric BOSSARD (AGAM)
- Nicolas CHATELAIN (AGAM)
- Laurent COUTURE (AGAM)
- Philippe GUEDU (Région Sud)
- Elise FARGETTON (AGAM)
- Marion LORANG (AMP)
- Thomas MORINIERE (DDTM)
- Martine MOROSI (AGAM)
- Loïc PEREZ (AMP)
- Sylvie PINNA (AGAM)
- Céline SAMPER (AGAM)
- Alexandre STAUB (AGAM)
- Caroline VALTIERRA (CMAR)

Préambule: l'ensemble des documents constitutifs du dossier du Conseil d'Administration, les documents remis sur table ainsi que les diaporamas présentés en séance sont accessibles sur l'espace Membres du site <https://www.agam.org/wp-login.php>

Madame **Laure-Agnès Caradec**, en sa qualité de Présidente, remercie tous les participants de leur présence et salue plus particulièrement les nouveaux administrateurs côté Métropole, Romain Brument et Pierre Laget ; côté Ville, Aïcha Sif, Eric Mery et Patrick Amico, ainsi que le nouveau Directeur de la DDTM, Patrick Vauterin et Isabelle Campagnola-Savon représentante de Région Sud.

Le quorum requis par les statuts est atteint, la séance peut commencer et le Conseil peut valablement voter sur les questions délibératives figurant à l'ordre du jour.

ORDRE DU JOUR

- 1) Approbation du compte-rendu du Conseil d'administration du 1^{er} juin 2023
- 2) Fonctionnement de l'agence – Perspective 2024
 - 2.1. Programme de travail partenarial 2024 prévisionnel
 - 2.2. Budget prévisionnel 2024
- 3) Mise en œuvre de la feuille de route de fonctionnement partenarial et statutaire de l'AGAM 2023-2024 (Cf. CA du 15/12/22)
- 4) Demandes d'adhésion
 - 4.1. Miramas
 - 4.2. Marignane
- 5) Demandes d'agrément de partenaires associés
 - 5.1. Enseignement catholique de Marseille
 - 5.2. Façonéo
- 6) Désignation du représentant de l'AGAM à l'AG de l'AUDAT
- 7) Charte d'adhésion à la plateforme « connaissance du territoire Région sud »
- 8) Information sur vie associative
 - 8.1. Convention CEREMA
 - 8.2. Bail futurs locaux
- 9) Questions diverses
- 10) Présentation d'études hors instances



1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 1^{er} juin 2023

Projet de délibération 2023-14 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider le compte-rendu du Conseil d'administration du 1^{er} juin 2023

Le procès-verbal figurant au dossier n'appelle pas d'observation et est **adopté à l'unanimité**.

Le document est consultable depuis : <https://www.agam.org/wp-login.php>

2. Fonctionnement de l'agence – Perspectives 2024

2.1. Programme de travail partenarial 2024 prévisionnel

Laure-Agnès rappelle qu'il s'agit encore d'un état prévisionnel et propose de prendre acte de la construction d'un programme de travail d'une capacité de 8 000 jours de travail environ. Elle demande son vote lors du prochain Conseil d'administration afin de le soumettre par la suite à l'approbation en Assemblée générale.

Frédéric Bossard décrit une construction du programme qui présente à ce jour des stades d'avancement différents suivant les partenaires. Le processus d'élaboration dessine 3 enjeux majeurs :

1. Le respect du calendrier avec un souhait d'engagement au maximum au mois de mars, afin d'éviter un potentiel décalage de la production accompagné de sa dimension financière.
2. Renforcer la mutualisation des demandes : les études de secteurs et de nature en ville en sont un exemple. Ainsi, il est très important que les techniciens partenaires favorisent la mise en commun des moyens.
3. Optimiser le suivi de l'engagement du programme de travail partenarial dans l'année soit, 200 lignes de programme afin de respecter l'équilibre entre charges et ressources.

Les caractéristiques principales du programme seront :

- L'accompagnement de toutes les politiques publiques. En effet, même si la partie urbanisme-planification concerne quasiment 50% de la production, les autres thématiques telles que mobilité, économie, social etc. font partie intégrante de la mission de l'agence et il s'agit de répondre aux besoins de tous les partenaires ;
- La posture de tiers de confiance confirme la volonté d'alimenter sur des sujets qui rassemblent ;
- La continuité naturelle en 2024 avec le programme 2023. Il s'agit de missions qui mobilisent des travaux pluriannuels. Il convient ainsi de chaîner le travail d'une année sur l'autre ;
- La vocation à développer des communs : les travaux qui sont financés par tous au service de tous à travers des centres de ressources ou

A

encore un certain nombre de démarches comme l'animation du débat local ;

Enfin, 8 000 jours de travail signifient une sensible augmentation de 1 000 jours par rapport à 2023, dans l'hypothèse où l'Agence arrive à recruter rapidement.

Laure-Agnès Caradec insiste sur l'importance du partenariat ainsi que sur la connaissance de l'ensemble des enjeux du territoire tous partenaires confondus.

Patrick Vauterin (DDTM), s'interroge sur la procédure de construction du programme de travail partenarial d'une année sur l'autre dans un but de partage des politiques publiques.

Frédéric Bossard indique deux entrées principales : individuelle avec la rencontre de chacun des partenaires pour entendre les besoins puis des séances collectives où l'ensemble de ces derniers sont réunis dans l'objectif de les mutualiser. De fait, une convocation pour la tenue d'un Comité des Partenaires au mois de mars parviendra en début d'année à l'ensemble des directeurs et des cadres des collectivités membres et partenaires pour présenter le programme de travail partenarial à tous et le finaliser.

Délibération 2023-15 : après la présentation et discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- *De constater le bon avancement de la préparation du programme de travail 2024 autour de 8.000 jours sur projets.*
- *De valider le principe d'une approbation du programme de travail partenarial 2024 lors du 1^{er} Conseil d'administration de 2024 (avril) afin de pouvoir le soumettre au vote de l'Assemblée générale annuelle à la fin du 1^{er} semestre.*

Le document est consultable depuis : <https://www.agam.org/wp-login.php>

2.2. Budget prévisionnel 2024

Laure-Agnès Caradec propose de valider un budget prévisionnel tributaire des budgets qui seront majoritairement début 2024.

Frédéric Bossard remémore les axes d'élaboration du budget :

- Le besoin d'une sécurité financière, notamment en termes de trésorerie car l'Agence ne perçoit pas ou peu de financement, de décembre N-1 à mai/juin N, le temps que les collectivités votent/approuvent les conventions ;
- L'impératif en 2024 de faire face à une dépense exceptionnelle liée au changement de locaux Porte d'Aix ;
- A ce stade de connaissance des capacités de financement, l'hypothèse budgétaire présentée ce jour permet d'envisager une équipe de 61 personnes avec 47 ETP sur études ;
- Le budget est prévisionnel car nous avons peu de certitudes à ce jour du montant exact des subventions de l'ensemble des partenaires. Il nécessite de trouver 227 000€ de recettes complémentaires pour l'équilibrer, en raison principalement du coût du déménagement (300 000€ en 2024 : charges exceptionnelles et prêt à consentir pour

déménagement-réaménagement). Le souhait est un retour à l'équilibre dès 2025 ;

Délibération 2023-16 : à l'issue de la présentation, et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- *De bien vouloir valider le budget prévisionnel 2024 en précisant que le budget sera voté début 2024, une fois que les financements des partenaires seront connus, pour un vote à l'Assemblée générale annuelle.*

Le budget prévisionnel est **validé à l'unanimité** et sera à nouveau soumis au Conseil d'Administration avant de le mettre à l'approbation lors de l'Assemblée générale.

Le document est consultable depuis : <https://www.agam.org/wp-login.php>

3. Mise en œuvre de la feuille de route de fonctionnement partenarial et statutaire de l'AGAM 2023-2024 (Cf. CA du 15/12/22)

Laure-Agnès Caradec indique l'adoption en 2022 d'une feuille de route jusqu'en 2024 dans le but d'améliorer et de moderniser le fonctionnement de l'Agence. Le Conseil doit ce jour se prononcer sur 2 documents : la charte de déontologie et de probité ainsi que sur le guide interne pour les procédures d'achat ; documents inclus dans le programme d'actions de la feuille de route.

Frédéric Bossard rappelle que la feuille de route, ainsi que les deux documents précités sont consultables depuis : <https://www.agam.org/wp-login.php>

La **Charte de déontologie et de probité** a été élaborée à la demande de la Métropole et de la Ville. Ses principes s'appliquent à la fois aux salariés de l'Agence mais également aux administrateurs. Le **guide interne des procédures d'achat** est un document obligatoire dans le cadre d'un financement par l'argent public, l'Agence étant pouvoir adjudicateur. A ce titre, elle est soumise à la règle de la mise en concurrence et de la transparence pour ses achats. Ce guide est plus souple que pour une collectivité car il n'y a pas d'obligation de mettre en place une commission d'appel d'offre. Les achats de l'Agam se résument principalement en fournitures et services car les marchés de travaux relèvent de l'exceptionnel.

Charte de déontologie.

Délibération 2023-17 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- *De bien vouloir adopter la charte de déontologie et de probité*

La charte de déontologie et de probité est **adoptée à l'unanimité**.

Guide interne de procédure d'achat de l'Agam

Délibération 2023-18 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- *De bien vouloir approuver le guide interne de procédure d'achat.*

- De le mettre en œuvre à compter du 1^{er} décembre 2023.

Le guide interne des procédures d'achat est **approuvé à l'unanimité**.

Les documents sont consultables depuis : <https://www.agam.org/wp-login.php>

4. Demandes d'adhésions

Laure-Agnès Caradec rappelle que l'Agam est une structure partenariale, ouverte pour proposer son ingénierie à ceux qui le souhaitent. C'est ainsi que les communes de Marignane et Miramas ont demandé à devenir membres adhérents. La SPL Façoneo et la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique de Marseille ont demandé quant à eux à devenir partenaires associés.

Frédéric Bossard précise que la différence entre membres adhérents et partenaires associés réside dans la détention ou pas d'un droit de vote dans les instances.

Délibération 2023-19: après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider l'adhésion de la commune de Marignane à l'Agam, à compter de l'année 2024.
- D'autoriser la Présidente à signer tout document relatif à cette adhésion et permettant la participation de la Commune au programme de travail partenarial.

L'adhésion de la commune de Marignane est **validée à l'unanimité**.

Délibération 2023-20: après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider l'adhésion de la commune de Miramas à l'Agam, à compter de l'année 2024.
- D'autoriser la Présidente à signer tout document relatif à cette adhésion et permettant la participation de la Commune au programme de travail partenarial.

L'adhésion de la commune de Miramas est **validée à l'unanimité**.

5. Demandes d'agrément de partenaires associés (sous réserve)

Délibération 2023-21: après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider le statut de partenaire associé à la **SPL Façoneo**.
- D'autoriser la Présidente à signer tout document relatif à cet agrément.

A

L'obtention du statut de partenaire associé pour Façonéo est **validée à l'unanimité**.

Délibération 2023-24: après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider le statut de partenaire associé à **l'Agence d'urbanisme Rhône Avignon Vaucluse**.
- D'autoriser la Présidente à signer tout document relatif à cet agrément.

L'obtention du statut de partenaire associé pour l'AURAV est **validée à l'unanimité**.

Délibération 2023-25: après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider le statut de partenaire associé à la **Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique de Marseille (D.D.E.C.)**
- D'autoriser la Présidente à signer tout document relatif à cet agrément.

L'obtention du statut de partenaire associé pour la D.D.E.C. est **validée à l'unanimité**.

6. Désignation d'un représentant AGAM aux instances de l'AUDAT.Var

Frédéric Bossard indique que l'Agence a demandé à devenir partenaire associé de l'Agence du Var. Ces adhésions réciproques traduisent un travail commun dans le cadre des travaux pour l'Etat et la Région et facilitent la gestion en réseau des activités communes.

Il convient aujourd'hui de désigner un représentant de l'Agence à l'Assemblée générale de l'AUDAT.Var (avec voix consultative).

Délibération 2023-22 : à l'issue de la présentation, et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider la représentation de l'Agam à l'Assemblée générale de l'AUDAT.Var par Laure-Agnès Caradec, Présidente, ou, à défaut, par son représentant désigné.

La représentation de Laure-Agnès Caradec est **validée à l'unanimité**.

7. Adhésion à la plateforme connaissance du territoire de la Région Sud

Laure-Agnès Caradec signale la présence de deux conseillers de la Région autour de la table. Isabelle Campagnola-Savon, Présidente de la Commission Entreprises – Artisanat et Commerce – Economie sociale et solidaire - Economie circulaire, et Jean-Pierre Serrus, Conseiller

Pour Laure-Agnès Caradec, l'objectif de la signature de cette charte et d'obtenir un partenariat précis et efficace.

9. Questions diverses : **bail futurs locaux dans l'immeuble Adriana Newton**

Office Saint-Charles

Laure-Agnès Caradec rappelle qu'après la délibération votée en 2022, un bail a été signé fin juillet 2023 avec Tivoli Capital (Newton Office) pour occuper 900 m2 environ dans l'immeuble Adriana à la porte d'Aix. Il s'agit d'un immeuble neuf dans lequel l'Agence occupera une partie du 4ème étage et le 5ème sur toute sa surface. La terrasse est partagée avec l'ADEME. Sa localisation offre l'avantage de rester en centre-ville, d'être proche non seulement de la gare Saint-Charles pour les transports mais aussi des partenaires. Frédéric Bossard présente les plans d'aménagement qui sont toujours à l'étude. Le permis est déposé et l'installation doit s'effectuer à l'été 2024.

Laure-Agnès Caradec rappelle que ce déménagement a un coût mais permettra une baisse des charges avant la fin du bail initial (d'une durée de 9 ans), ainsi qu'une rationalisation des dépenses de fonctionnement qui était jusqu'alors impossibles en étant sous-locataire. Tivoli Capital a consenti de réels efforts pour nous accueillir.

10. Présentation d'études hors instances

Laure-Agnès Caradec informe de la présentation de 4 mini d'études qui représentent en quelque sorte la diversité des interventions de l'AGAM à travers son programme de travail partenarial :

- 10.1. Les installations de recharge pour véhicules électriques (IRVE) et notamment le récent séminaire co-organisé avec la Métropole ;
- 10.2. Une présentation d'études de secteur sur Marseille ;
- 10.3. Les travaux sur la future OAP Garlaban-Calanques ;
- 10.4. Le travail sur l'immobilier de bureau sur Marseille.

Elles sont consultables dans le document de présentation du Conseil sous :

<https://www.agam.org/wp-login.php>

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par la Présidente.

La Présidente



Laure-Agnès CARADEC

métropolitain, Maire de La Roque d'Anthéron et Vice-président du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Frédéric Bossard explique la mise en place d'un dispositif régional autour de données structurées notamment auprès de grands fournisseurs nationaux tels IGN, INSEE, etc. Les Agences participent aux travaux depuis quasiment l'origine sans statut particulier. Dans ce sens, la Région demande aux Agences d'urbanisme de signer une charte pour officialiser leur place par l'adhésion à la plateforme.

Il revient au Conseil d'administration de statuer sur cette proposition d'adhésion.

Délibération 2023-2 ? : à l'issue de cette présentation, et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider l'adhésion de l'Agam à la plateforme de la connaissance
- D'autoriser la Présidente à signer la convention de partenariat

L'adhésion de l'Agam à la plateforme de la connaissance de la Région Sud est **validée à l'unanimité**.

8. Signature d'une charte de partenariat avec le CEREMA

Laure-Agnès Caradec informe que dans le cadre du réseau des agences d'urbanisme du Sud (Avignon, Aix, Marseille, Nice et Toulon), il a été proposé au CEREMA, qui a accepté, de signer une convention de partenariat qui a 2 objectifs principaux :

- Montrer notre complémentarité et synergie à des collectivités qui peuvent être membres d'une agence et du CEREMA d'une part,
- Développer, lorsque cela est possible, des missions en commun d'autre part.

La Présidente indique qu'il s'agit d'une première au niveau national. Cette convention est par ailleurs transmise à la FNAU qui va travailler avec le CEREMA national sur cette base.

Sophie Camard (VdM), s'interroge sur la manière dont s'articulent les différentes adhésions avec le CEREMA (Métropole/Marseille/hors Marseille).

Pour **Frédéric Bossard**, il s'agit de prime abord d'utiliser l'argent public de manière efficiente en améliorant la complémentarité et la visibilité de chacun et éviter ainsi des doublons. Pour exemple, la thématique de l'accessibilité Littoral Sud montre cela. En effet, sur la base d'études préalables et de propositions de l'Agam auprès des services, le CEREMA a testé la faisabilité réglementaire et technique des dispositifs présentés.

Patrick Vauterin (DDTM) questionne sur la manière dont les collectivités peuvent faire appel à la compétence du CEREMA en parallèle de l'Agam et des autres opérateurs et s'interroge sur l'apport en ingénierie.